

Lorsqu'un chef d'État s'adresse à la Nation à l'occasion de la fin d'année et du nouvel An, ses compatriotes s'attendent à ce qu'il fasse le bilan de l'année écoulée en tirant les leçons des échecs enregistrés au cours de l'année qui s'achève et présente des perspectives pour la nouvelle année. Ils s'attendent pour ainsi dire à ce qu'il parle de ce qui n'a pas marché, de ce qu'il a fait et de ce qu'il fera. Paradoxalement, Paul Biya vient de s'adresser à la Nation comme s'il venait de prendre le pouvoir au Cameroun. Le seul bilan de l'année 2011 évoqué est son élection à la tête de l'État. Il parle des élections dont les *«dysfonctionnements seront corrigés »* et de sa campagne électorale qui a proposé la
«nouvelle dynami
[t]
e»
aux Camerounais.
Fidèle à sa logique guerrière, il n'a pas hésité dès l'entame de son discours de verser dans le registre de l'invective et de l'injure inutiles et puériles. Sinon comment comprendre cette déclaration : *« Vous avez fait le choix de la stabilité et de la paix, apportant ainsi la preuve de votre intelligence de la situation et de votre sens des responsabilités. »* ?
Autrement dit, si le choix avait été porté sur un autre,
la partie du peuple camerounais qui avait voté pour lui aurait fait le choix de l'instabilité et de la guerre, apportant ainsi la preuve de sa stupidité ou de sa bêtise de la situation et de son sens des irresponsabilités.

En s'exprimant ainsi le *vacancier au pouvoir* (*Libération*, 16 février 1995) depuis 1982 reste égal à lui-même : *moi ou le chaos*. Il feint d'ignorer qu'il est mortel, qu'avant lui le Cameroun a existé et continuera d'exister après lui. N'avait-il pas déjà qualifié, lors de la récente campagne électorale, ses adversaires politiques de
« champions de la critique pour la critique
», de
« bonimenteurs du chaos
», de
« ténors de la péroraison creuse»
et de
« ceux qui ne voient que le mal partout »
?
Pour le reste, c'est du *y en a marre* , *du pareil au même*. Car, cela fait 30 ans qu'il parle de la relance économique et de la lutte contre la corruption. Une telle banalité rabâchée du bout des lèvres et de la même manière chaque année, sans convaincre, sans conviction et sans un peu d'égard à l'endroit du peuple famélique en guenilles qui écoute, ne peut pas permettre de sceller le pacte de confiance qu'il réclame à travers son élection sans panache, le 09 octobre 2011.
Pire encore, on ne sait à quelle réalité il fait référence dans l'environnement cognitif

camerounais quand il dit que nous *«nous voici au seuil de la première étape de notre 'longue marche' vers l'émergence »* . Paul Biya considère-t-il qu'en 30 ans de règne, on n'est qu'à la *« première étape »* de l'émergence ? Oublie-t-il ou feint-il d'ignorer que **lorsque la magistrature suprême lui a été octroyée** , le Cameroun était classé parmi les pays à revenu intermédiaire ? Qu'est devenu le Cameroun depuis lors ? **Un pays pauvre et très endetté (Ppte)** . On aurait voulu que pareille phrase soit prononcée par un Président Lula qui a résolument engagé le Brésil sur le chemin de l'émergence et l'a hissé au sixième rang des puissances économiques mondiales.

En 2006, à l'occasion du troisième congrès extraordinaire du Rdpc, on pouvait se féliciter que le *bonimenteur* Paul Biya reconnaisse, comme à l'accoutumée, ses manquements dans son discours de politique générale. Et depuis lors, il ne fait que cela. En formulant son vœu de l'avènement d'une *« République exemplaire »*, on se demande s'il prend en compte l'exigence de la démission des responsables en cas d'échec. Paul Biya ne devrait pas se contenter aujourd'hui de dire qu'il a échoué. Il devrait démissionner afin que s'accomplisse les vœux de réalisation d' *«un État juste »* et d' *«une Nation respectée à l'extérieur »* où l'on travaille pour *« améliorer les conditions de vie de notre population qui ne sont pas toujours dignes d'un pays comme le nôtre »* . Il ne devrait plus se contenter de faire son *mea culpa* :

« Je pense que, dans le passé, l'action gouvernementale a souffert d'un déficit d'esprit d'entreprise et que l'administration a péché par immobilisme. Nous devons venir à bout de cette inertie qui nous a fait tant de mal. »

Il devrait montrer un comportement *« exemplaire ».*

Étant donné que les Camerounais veulent qu'il prêche par l'exemple. Et comme il se dit communément, l' *exemple vient d'en haut* .

Le bilan de Paul Biya caractérisé par 30 ans *« d'immobilisme »* et ***d'une gestion à l'emporte caisse*** ne l'autorise pas de tenir des discours nationalistes relatifs au développement du Cameroun. D'ailleurs, quel contenu donne-t-il à ce concept? Un nouveau leader dynamique ferait foule à sa place avec une déclaration comme la suivante :

« je crois que nous devrions faire de la relance une véritable cause nationale . […]

faire décoller le Cameroun, comme l'ont fait il y a une trentaine d'années les nouveaux ''dragons'' asiatiques. Ce 'patriotisme' économique pourrait rassembler toutes les forces vives

du pays. »
Indubitablement, Paul Biya n'est pas un modèle de patriotisme car, la majorité des Camerounais ayant choisi de s'abstenir de voter pensent que pour le bien du Cameroun, il n'aurait pas dû se présenter à la dernière élection présidentielle. Il fait donc partie, aux yeux de cette majorité (momentanément) silencieuse, de ceux qu'il critique à savoir : ceux qui ne recherchent dans un élan de *« népotisme »* que leur *« profit personnel au détriment de l'intérêt général, lequel devrait pourtant être la règle d'or du service public*
». De nos jours, ce président de la République, qui est toujours en court séjour privé dans son propre pays, n'est pertinent que pour ses
« créatures »
et
«esclave»
(dixit Jacques Fame Ndongo) et
rigolos
qui
gravitent autour de la mangeoire pour parachever le dépècement du Cameroun
au moment où lui-même affirme qu'il est temps pour toute la population de
«recueillir les fruits des sacrifices »
consentis.
Somme toute, on ne sait pas ce que Paul Biya fera en 2012. Ah si, il s'occupera de la *« relance de la croissance »*
, un concept en vogue que prononcent tous les chefs d'Etat. Sauf que, l'utilisation de ce concept doit s'accompagner d'un programme d'action. On est quand même en droit d'être sceptique, car il faut reconnaitre que sous Paul Biya on n'a jamais eu une croissance supérieure à 4%. Au contraire l'essentiel de son règne a été caractérisé par un taux de croissance négatif alors que celui-ci était au-delà de 7% lorsqu'il accédait au pouvoir dans un contexte économique international pourtant défavorable. Pour l'opinion camerounaise, le régime de Biya n'a été marqué que par des
« crises »
, à telle enseigne qu'il est obligé de se dédouaner pour en parler :
« Il n'est pas question ici de chercher des excuses pour nos performances insuffisantes mais simplement de rappeler les faits ».
Au demeurant, on comprend que **le Cameroun des *« grandes réalisations »* se conjugue encore au conditionnel**
:
«
Si
, comme je le pense, nous réussissons à relancer vigoureusement notre activité économique, la situation de l'emploi devrait sensiblement se détendre »
. Il aura fallu 30 ans d'exercice de pouvoir pour que Paul Biya, qui est toujours en transit au Cameroun, comprenne enfin que l'
« aide internationale »
ne peut développer un pays et que seule une politique économique endogène et ambitieuse peut effectivement y parvenir. Il le reconnaît en disant :
« Il en ressort que nous devrons de plus en plus compter sur nos propres efforts, nous inspirer de l'expérience des pays émergents ».

Mieux vaut tard que jamais. Pourvu qu'il ait le temps, la force physique et la santé nécessaires pour tenir plus de trois (3) conseils des ministres pendant les sept prochaines années afin de battre le record du dernier septennat au cours duquel il n'avait réuni ses ministres que trois (3) fois. Impossible n'est pas Camerounais. Un miracle peut toujours se produire. Et la poule peut même avoir des dents.

Jean-Bosco Talla et Louis-Marie Kakdeu

Message du Chef de l'Etat à la Nation à l'occasion de la fin d'année 2011 et du Nouvel An 2012.

Yaoundé, le 31 décembre 2011

Camerounaises, Camerounais, Mes chers compatriotes,

Nous voici au seuil de la première étape de notre « longue marche » vers l'émergence.

La récente élection présidentielle en a établi des bases solides. Vous avez fait le choix de la stabilité et de la paix, apportant ainsi la preuve de votre intelligence de la situation et de votre sens des responsabilités. Quoi que certains aient pu en dire, ce scrutin a été honnête et a traduit la volonté de la majorité de notre peuple, lequel – je le souligne – n'a pas suivi les appels à protester dans la rue. Je saisis cette occasion pour réaffirmer que les dysfonctionnements qui ont été constatés et qui, de toute façon, n'étaient pas de nature à remettre en cause les résultats de la consultation, seront corrigés avant les prochaines échéances électorales.

Ainsi que je m'y suis engagé, la période qui s'ouvre sera essentiellement consacrée à la relance de la croissance. D'ailleurs, nous n'avons pas le choix. Ou nous avançons, et tous les espoirs nous sont permis. Ou nous faisons du sur-place, et nos problèmes ne feront que s'aggraver. Il faut savoir en effet qu'à l'image de la plupart des pays africains, nous sommes entraînés dans une course poursuite entre notre développement et notre démographie. C'est pour en sortir vainqueurs que nous devons absolument mettre en oeuvre la « nouvelle dynamique » que je vous ai proposée pendant la campagne électorale.

Que nous a-t-il manqué jusqu'à présent pour parvenir à stimuler notre économie ?

Je pense que, dans le passé, l'action gouvernementale a souffert d'un déficit d'esprit d'entreprise et que l'administration a péché par immobilisme. Nous devons venir à bout de cette inertie qui nous a fait tant de mal.

Autre ennemi sournois et redoutable, la corruption. Elle est non seulement coupable de prélever une part importante de la fortune publique,

mais également responsable du retard dans la réalisation des projets indispensables au redressement économique de notre pays. J'ai dit à plusieurs reprises que nous continuerons sans relâche le combat contre ce fléau. La création du Tribunal Criminel Spécial, dont on peut attendre une accélération des procédures en cours et, on peut l'espérer, le reversement des sommes détournées, illustre notre détermination en la matière.

Au nombre des difficultés que nous avons rencontrées et que nous rencontrons encore pour relancer la croissance, je dois, pour ne pas être injuste, mentionner celles qui tiennent au

contexte international. Sans revenir en détail sur l'inégalité des termes de l'échange, les contraintes de l'ajustement structurel et les conséquences de la dernière crise économique et financière, je crois pouvoir dire, sans travestir la vérité, que les excès de la dérégulation, les désordres provoqués par la spéculation et le ralentissement de l'aide publique au développement n'ont pas facilité la tâche des pays comme le nôtre.
Il n'est pas question ici de chercher des excuses pour nos performances insuffisantes mais simplement de rappeler les faits. Si l'on peut, à bon droit, se déclarer déçu des effets de la mondialisation, il est également permis de s'inquiéter de la lenteur des progrès des négociations qui se poursuivent au sein d'instances comme le G8, le G20 et l'OMC, négociations dont le but avoué était de mettre de l'ordre dans l'économie et la finance mondiales, de rendre plus équitable le commerce international et de garantir une plus grande solidarité entre le Nord et le Sud. Or, on le voit, les problèmes du monde occidental, et en particulier celui des dettes souveraines, ont pris le pas sur ceux des pays en développement.
Il en ressort que nous devrons de plus en plus compter sur nos propres efforts, nous inspirer de l'expérience des pays émergents. Pour cela, je crois que nous devrions faire de la relance une véritable cause nationale. Tous les acteurs de notre économie devraient se mobiliser, avec l'aide des pouvoirs publics, pour que leurs efforts convergent vers un seul et unique objectif : faire décoller le Cameroun, comme l'ont fait il y a une trentaine d'années les nouveaux « dragons » asiatiques. Ce « patriotisme » économique pourrait rassembler toutes les forces vives du pays. En disant cela, je pense en particulier aux femmes camerounaises dont le dynamisme est unanimement reconnu mais aussi aux jeunes générations qui ont du mal, en dépit de leurs compétences, à se hisser aux postes de responsabilité.
Pour réaliser ce grand dessein, nous ne sommes pas sans atouts.
Nous avons désormais une feuille de route, le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, qui fixe les objectifs pour la décennie en cours et le cadre dans lequel s'insère notre programmation budgétaire. Celle-ci reposera en 2012 sur la poursuite de l'amélioration de la gestion des finances publiques, notamment par un recouvrement judicieux des recettes budgétaires et un progrès de la qualité de la dépense. L'accroissement des investissements sera favorisé par des mesures fiscales et douanières incitatives. Dans le même esprit, le budget d'investissement public pour 2012 a été sensiblement augmenté. Il sera affecté en priorité à deux grands secteurs : les infrastructures et les filières de production. Parmi d'autres, ces dispositions traduisent la volonté de l'Etat d'agir énergiquement pour accélérer la relance de notre économie.
Je n'aurai pas, je crois, à m'étendre sur le chapitre de nos richesses naturelles. Elles sont connues de tous. Je me bornerai à rappeler les principales :
- Une agriculture disposant de vastes espaces disponibles et de conditions climatiques favorables. On se souviendra que j'ai exposé à Ebolowa les grandes lignes de la « révolution agricole » qu'il faudra à tout prix lancer au cours de ce septennat.
- Des ressources minières, notamment fer, bauxite, cobalt, dont l'exploitation est prévue.
- Des ressources énergétiques, hydroélectricité, pétrole, gaz qui sont en cours d'exploitation ou en projet.
Je n'aurai garde d'omettre nos ressources humaines, nombreuses, laborieuses, bien formées, qui devraient trouver à s'employer avec la mise en oeuvre de nos grands projets et l'accélération de la professionnalisation de l'enseignement.
Ces atouts suffiront-ils pour mener à bien notre grand dessein ? La question mérite d'être posée.

Il nous faudra en effet, pour tirer parti de ces facteurs favorables, remettre en cause les comportements qui sont à l'origine de nos déficiences ou de nos échecs. Au premier rang d'entre eux, la recherche du profit personnel au détriment de l'intérêt général, lequel devrait pourtant être la règle d'or du service public. Le Contrôle de l'Etat devra se montrer inflexible à ce sujet. De même, les mauvaises habitudes telles que le népotisme, le trafic d'influence, la fraude qui se sont largement répandus, devront disparaître.
Par ailleurs, nous ne devrons pas nous dissimuler que « la nouvelle dynamique » que nous voulons impulser exigera des services de l'Etat, mais aussi de la société civile, des efforts et un dévouement considérables. C'est de cette forme de patriotisme dont j'ai parlé plus haut, car il ne s'agit rien moins que de sortir le Cameroun de la catégorie des pays en développement pour le hisser au niveau des nouveaux pays émergents. Sachons que c'est là une entreprise de longue haleine qui prendra du temps et de la persévérance.
Nous devrons aussi compter avec l'évolution de l'économie mondiale sur laquelle planent pour le moment de lourdes incertitudes… Dans un tel climat, nous n'avons pas d'autre choix que d'accélérer la mise en valeur de nos ressources en lançant dès que possible nos grands projets. Pour les financer, outre la participation de notre budget d'investissement public, nous aurons recours à l'épargne nationale, c'est-à-dire à l'emprunt, aux bailleurs de fonds, internationaux ou autres, et aux pays amis.
Je ne reviendrai pas en détail sur les grands projets que j'ai longuement évoqués devant l'Assemblée Nationale lors de ma prestation de serment et qui sont repris dans le programme du nouveau Gouvernement. Je compte sur celui-ci – que je considère comme un « gouvernement de mission » – pour consacrer toute son énergie et ses compétences à la réalisation de ces projets. J'y veillerai personnellement.
Mes chers compatriotes,
Je suis bien conscient que les efforts que je vous demande pour soutenir notre dessein commun ne doivent pas aller sans contrepartie. Il est temps pour vous en effet de recueillir les fruits des sacrifices que vous avez consentis.
Si, comme je le pense, nous réussissons à relancer vigoureusement notre activité économique, la situation de l'emploi devrait sensiblement se détendre. Les couches sociales les plus touchées par le chômage, les jeunes notamment, pourraient accéder à la vie professionnelle et voir leur sort s'améliorer. Nous ferons tout pour qu'il en soit ainsi. L'Etat, d'autre part, continuera à ouvrir la fonction publique dans la mesure de ses moyens.
Mon autre priorité, vous le savez, est d'améliorer les conditions de vie de notre population qui ne sont pas toujours dignes d'un pays comme le nôtre. La relance de la croissance devrait nous donner sur ce plan des marges de manoeuvres plus importantes. Qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation, du logement, de la sécurité sociale, de l'accès à l'électricité, à l'eau potable, soyez sûrs que les engagements que j'ai pris seront tenus dans toute la mesure du possible.
Camerounaises, Camerounais, Mes chers compatriotes,
Voilà, résumés, les termes du contrat qu'investi de votre confiance, j'ai passé avec vous le 03 novembre devant l'Assemblée Nationale. Nous nous sommes ainsi engagés à faire ensemble du Cameroun une République exemplaire, une Nation respectée à l'extérieur, un Etat juste qui assure l'égalité des chances, un pays où la richesse nationale sera équitablement répartie.
Ce défi est sans doute un des plus importants auquel nous ayons eu à faire face depuis l'introduction de la démocratie dans notre pays. Le moment est maintenant venu de décider si nous voulons jeter toutes nos forces dans la bataille pour relancer notre économie et apporter des conditions de vie convenables à la majorité de notre peuple.

Pour ma part, j'ai la conviction qu'ensemble nous pouvons y parvenir. Si, comme je le pense, je peux compter sur vous comme vous pouvez compter sur moi, je ne doute pas que nous arrivions à nos fins.
Avant de conclure, je voudrais dire que le Cinquantenaire de notre Réunification, intervenue, comme vous le savez, le 1er octobre 1961, sera célébré avec toute la solennité nécessaire. Seule la concomitance de la date de l'anniversaire de cet événement historique avec celle de l'élection présidentielle nous a empêchés de le commémorer au moment où nous l'aurions souhaité. Il le sera dès que possible, à Buéa, avec toute la dignité et la ferveur voulues, car nous ne devons jamais oublier que la Réunification fut le premier pas de notre Nation vers son unité.
Mes chers compatriotes,
Laissez-moi maintenant vous présenter, à toutes et à tous, mes voeux les plus sincères de santé et de bonheur, pour la Nouvelle Année